

L'EURAFRIQUE, le fascisme et la collaboration francophone belge

ETIENNE DESCHAMPS*

L'IDÉE D'EURAFRIQUE NAQUIT VERS LA FIN DES ANNÉES VINGT DANS LES MILIEUX EUROPÉISTES ET PACIFISTES. ELLE FUT RÉCUPÉRÉE PAR DES THÉORICIENS D'EXTRÊME DROITE ALLEMANDS ET ITALIENS POUR JUSTIFIER LES VISÉES DE CES ETATS SUR DES TERRITOIRES PERDUS OU JAMAIS CONQUIS EN AFRIQUE. CONFORTÉ PAR LES PREMIERS SUCCÈS DE L'AXE, LE CONCEPT DONNA LIEU À UNE INTERPRÉTATION SPÉCIFIQUE DE LA PART DE COLLABORATIONNISTES BELGES. L'ACCEPTATION DE LA VICTOIRE ALLEMANDE NE LEUR SEMBLAIT PAS CONTRADICTOIRE AVEC LE MAINTIEN DE LA PLACE PRIVILÉGIÉE DE LA BELGIQUE AU CENTRE DE L'AFRIQUE. L'ÉVOLUTION DU CONFLIT ALLAIT RAPIDEMENT RENDRE CES DÉBATS CADUQUES.

I. L'Eurafrique et l'Europe nouvelle

Naissance de la notion d'Eurafrique

Le concept d'Eurafrique, l'unité Europe-Afrique, fit son apparition à la fin des années vingt dans les travaux de certains partisans de l'unification du continent européen. En effet, comment envisager très concrètement la création d'une Europe unie sans s'interroger du même coup sur l'avenir réservé aux colonies européennes outre-mer? Parmi ces chantres enthousiastes de l'idéal européen figurait avant tout le comte autrichien Richard Coudenhove-Kalergi, fondateur en 1923 du mouvement paneuropéen. Cet aristocrate, pacifiste et internationaliste, prônait l'unification de l'Europe en une confédération d'Etats – alors dénommée Paneurope – dans le cadre élargi d'un rééquilibrage du globe établi sur la base de cinq grands empires mondiaux ou blocs continentaux: la Panamérique, la Confédération russe, l'Empire britannique, la Panasie et bien sûr, la Paneurope. Mais l'ambitieux projet paneuropéen visait également à la création d'un nouveau complexe géopolitique intercontinental, l'Eurafrique, constitué à la fois de l'Europe unifiée et de l'Afrique occidentale, alors tenue comme le complément géographique et économique naturel et vital du Vieux Continent. Dans un premier temps, on envisageait par exemple la création d'une fédération des Etats coloniaux européens, fédération effectivement limitée à la colonisation de l'Afrique mais susceptible de rapprocher ces Etats. On proposait aussi de conférer la qualité de citoyen africain aux ressortissants de ces mêmes Etats, leur donnant des droits identiques dans toutes les colonies fédérées. Toutefois la réalisation de ce programme généreux nécessitait, à terme, une révision du *statu quo* colonial via l'internationalisation et la mise en commun des colonies africaines des quelques Etats paneuropéens pourvus de territoires outre-mer.



- La confédération eurafricaine, baptisée en 1923 Paneurope par son créateur le comte Richard Coudenhove-Kalergi.
(Source: R. Coudenhove-Kalergi, *Pan-europe*, Vienne/Paris, Editions paneuropéennes, 1927)

En théorie, le plan d'ensemble eurafricain ainsi conçu permettait aussi à tous les Etats d'Europe de se procurer à meilleur compte les matières premières nécessaires à leurs industries nationales et d'écouler leur trop-plein de main-d'œuvre tout en favorisant une mise en valeur conjointe et intensifiée du continent noir. Qui plus est, l'Afrique, ainsi mise au service intégral et exclusif de l'Europe, semblait *a priori* constituer un marché commercial aux débouchés quasiment illimités. Ce programme politique et économique devait en outre trouver une première concrétisation dans un gigantesque réseau routier et ferroviaire transeurafricain seul capable de quadriller efficacement cet espace biconti-

nemental¹. Bien reçu, et pour cause, dans la plupart des milieux pro-européens ouverts à bien des concessions et particulièrement actifs à l'aube des années trente, l'idéal eurafricain suscita par contre de vives protestations de la part des métropoles européennes, telle la Belgique, farouchement attachées au respect de leur souveraineté coloniale et de leurs prérogatives africaines².

A l'inverse, le thème eurafricain d'exploitation commune de l'Afrique fut très rapidement adopté et intensifié par certains propagandistes allemands et italiens insatisfaits d'une situation coloniale défavorable à leurs compatriotes depuis le Traité de Versailles de 1919. Ces mêmes publicistes n'hésitèrent d'ailleurs pas à reprendre à leur compte l'idée même d'Eurafrrique. Ce détournement habile et opportuniste d'un concept novateur et prometteur fut d'autant plus aisé que celui-ci s'intégrait sans difficulté dans les conceptions et les argumentations territoriales développées à la même époque par l'influente école géopolitique allemande. De fait, le général et géographe munichois Karl Haushofer, proche de Coudenhove-Kalergi mais aussi de Rudolf Hess, envisageait en 1931 une réorganisation progressive du monde selon un processus «pan-régionaliste» tel que revendiqué par les mouvements panaméricanistes, panasiatistes, panislamistes, panslavistes, pangermanistes ou encore paneuropéistes. Cette conception conduisait

- 1 Pour une première analyse de l'émergence du concept eurafricain, on verra Ch.R. AGERON, «L'idée d'Eurafrrique et le débat colonial franco-allemand de l'entre-deux-guerres», in *Revue d'Histoire moderne et contemporaine*, 1975 (XXII), p. 446-475.
- 2 E. DESCHAMPS, «Quelle Afrique pour une Europe unie? L'idée d'Eurafrrique à l'aube des années trente», in M. DUMOULIN (dir.), *Penser l'Europe à l'aube des années trente. Quelques contributions belges*, (Université de Louvain, RECUEIL DE TRAVAUX D'HISTOIRE ET DE PHILOGIE, 6^e série, fasc. 50), Louvain-la-Neuve/Bruxelles, Collège Erasme/Nauwelaerts, 1995, p. 95-150.

théoriquement à une division verticale du globe en vastes sphères d'influence, en fuseaux géopolitiques longitudinaux plus ou moins largement autarciques³.

De leur côté, et dans le même temps, les théoriciens nazis et fascistes prêtèrent une oreille particulièrement attentive et bienveillante envers ces thèses qui se multiplièrent au cours des années trente. Si les territoires situés à l'Est de l'Europe attiraient essentiellement, disait-on, les dirigeants hitlériens, la Méditerranée et l'Afrique étaient par contre de plus en plus souvent présentées comme l'espace vital, le *Lebensraum* africain nécessaire à l'expansion impériale italienne. Aussi et peu à peu, les autorités fascistes nostalgiques de la grandeur passée de l'Empire romain, développèrent-elles un discours eurafricain détaillé. Mais le contenu réel du concept eurafricain avait bel et bien changé. Car, sous couvert d'eupéisme généreux et de solidarité continentale, l'Eurafrrique ainsi redéfinie devait désormais permettre à Berlin et à Rome de faire main basse sur une plus grande part du continent africain. Tels étaient bien le statut et la portée effectivement assignés aux visées eurafricaines de l'Axe pendant la guerre⁴.

L'Eurafrrika allemande

A en croire l'historiographie traditionnelle consacrée à ce sujet, l'Allemagne hitlérienne n'aurait jamais témoigné que d'un intérêt fort limité à l'égard de la question africaine. Cette lecture, essentiellement basée sur des écrits et des déclarations du *Führer*, souvent antérieurs à sa prise de pouvoir, ne résiste pourtant guère à l'analyse d'autres textes, postérieurs et autrement plus détaillés, mais peu connus, de nombreux géopoliticiens et dignitaires du régime nazi. Car l'Eurafrrique fournit un thème de dissertation de choix pour la propagande officielle de l'Axe.

En 1919 déjà, à peine les Accords de Versailles étaient-ils signés, sonnant le glas des prétentions coloniales de l'Allemagne vaincue, qu'un important mouvement d'opinion, immédiatement relayé par un puissant lobby colonial national, s'insurgeait contre ces mesures, jugées iniques et injurieuses pour le peuple allemand, et revendiquait la restitution inconditionnelle des territoires africains perdus. La plupart des grandes sociétés capitalistes du pays ne se consolèrent jamais de cette perte; aussi n'abandonnèrent-elles pas l'espoir de renouer un jour avec le passé colonial de l'Allemagne. Cette attitude se manifesta de différentes manières et au travers d'une nébuleuse d'associations et de ligues coloniales militantes. Sur un plan politique interne, ces efforts aboutirent par exemple à la création, en 1925, d'une Union coloniale

3 Voir à ce propos J. O'LOUGHLIN & H. van der WUSTEN, «Political Geography of Panregions», in *The Geographical Review*, 1990 (LXXX) n° 1, p. 1-20; M. KORINMAN, *Quand l'Allemagne pensait le monde. Grandeur et décadence d'une géopolitique*, Paris, Fayard, 1990, p. 159-184, 202-233.

4 H. HESKE, «German geographical research in the Nazi period: a content analysis of the major geography journals (1925-1945)», in *Political Geography Quarterly*, 1986 (V) n° 3, p. 267-281; H. HESKE, «Karl Haushofer: his role in German geopolitics and in Nazi politics», in *Political Geography Quarterly*, 1987 (VI) n° 2, p. 135-144.

interparlementaire (*Interfraktionelle Koloniale Vereinigung*) constituée de membres issus pour la plupart des partis de droite déjà actifs sous la République de Weimar. De leur côté, les associations coloniales privées regroupaient en 1930 pas moins de 70.000 membres. Les anciens colons et fonctionnaires de l'ex-ministère des Colonies composaient évidemment le gros des troupes. Ainsi l'idée coloniale était-elle bien tenue en éveil. On organisa notamment plusieurs expositions coloniales, et des revues spécialisées continuèrent à paraître régulièrement. Le climat de revanche ambiant entretenait par ailleurs parfaitement cette nostalgie d'un grandeur ultramarine passée. De plus, toutes ces initiatives profitaient du bienveillant appui financier des secteurs industriel et bancaire allemands. En effet, la fin du régime colonial d'Etat n'avait pas pour autant gommé les importants intérêts économiques privés que certaines maisons commerciales n'avaient cessé d'entretenir en Afrique. Enfin, la crise économique qui frappa si durement l'Allemagne à l'aube des années trente, raviva et remit au goût du jour l'idée courante selon laquelle un Etat industrialisé et fortement peuplé se devait de posséder une extension outre-mer digne de ce nom⁵.

Quand Hitler accéda au pouvoir en 1933, il trouva donc en place un réseau déjà très bien organisé de colonialistes capables de jouer sur les différents leviers de décision de l'appareil institutionnel allemand. Et ceux-ci étaient bien décidés à obtenir du régime nazi une réponse positive et énergique à leurs revendications territoriales. D'ailleurs, s'ils n'en étaient pas déjà partie prenante, la plupart de ces zélés du lobby colonial allemand s'insérèrent sans grande difficulté dans la mouvance national-socialiste hitlérienne, alimentant du même coup le discours colonial des nouvelles autorités du *Reich*. Et précisément, c'est au cours des années trente que le thème eurafricain se fit plus précis et plus insistant⁶.

En 1938, l'Académie royale d'Italie organisa à Rome, sous les auspices du pouvoir fasciste, une grande manifestation internationale consacrée à l'étude du problème africain. Ce prestigieux congrès Volta faisait suite à celui organisé dès 1932 et centré alors sur la problématique de l'unité européenne. Karl Haushofer et Erich Obst, au nom de la *Zeitschrift für Geopolitik*, y évoquèrent la situation coloniale allemande et axèrent leurs interventions sur le thème à la mode de l'Eurafrique. Haushofer y traita des possibilités de peuplement blanc en Afrique comme solution à la pression démographique alors qu'Obst, théoricien reconnu de la colonisation et ardent promoteur d'un retour allemand en Afrique, développa le thème de la consolidation de l'espace vital européen

5 A ce propos, on verra les travaux désormais classiques de W.W. SCHMOKEL, *Dream of Empire: German Colonialism (1919-1945)*, La Haye/Londres, Yale University Press, 1964, de K. HILDEBRAND, *Vom Reich zum Weltreich. Hitler, NSDAP und Koloniale Frage (1919-1945)*, Munich, W. Fink Verlag, 1969, et de H. STOECKER (dir.), *German Imperialism in Africa*, Londres, L. Hurst and Co., 1986.

6 Pour une analyse détaillée de cette politique et une stimulante lecture historiographique, on consultera A. KUM'A N'DUMBE III, «Les buts de guerre de l'Allemagne hitlérienne en Afrique», in *Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale*, 1977 n° 106, p. 37-60.

en Afrique⁷. Et Haushofer ne manqua bien sûr pas de commenter très élogieusement cette réunion: «L'unité européenne, la responsabilisation de la communauté blanche et la suppression de la discorde, tel semblait être l'état d'âme d'une Conférence pleine de promesses pour l'avenir. C'était de la géopolitique de grand style»⁸.

Les premiers mois de la guerre furent marqués par les victoires successives et aisées des armées du *Reich* et eurent un profond impact sur le débat africain. En effet, les données géopolitiques du problème évoluaient chaque jour un peu plus au bénéfice exclusif de l'Allemagne. Jusque-là, l'Eurafrrique n'avait été, outre-Rhin, qu'un thème de propagande facile. Désormais, il s'agissait d'envisager un véritable programme économique et politique réalisable, semblait-il, à plus ou moins brève échéance. Après la défaite éclair des démocraties continentales européennes, l'idée d'une grande Allemagne qui dominerait l'Europe



• L'Eurafrrique à l'heure allemande. Un soldat allemand dans les souks de Tunis au printemps de 1943.
(Photo cwo2gm)

entière d'une façon durable se concrétisa peu à peu. L'idéologie national-socialiste se déclara dès lors sans cesse inspirée par le thème européen. L'Europe unie, dépassant ses nationalismes et ses antagonismes fratricides, devait constituer, *in fine*, l'aboutissement du réalisme fasciste. Des voix de plus en plus nombreuses évoquèrent la perspective prochaine d'une véritable *Europäische Wirtschaftsgemeinschaft* présentée comme le but de guerre de cette prétendue Europe nouvelle germano-italienne. Car il s'agissait bien d'organiser rationnellement ces vastes territoires européens, conquis avec une rapidité qui ne laissa pas de surprendre les nazis eux-mêmes. C'est dans ce contexte que la propagande allemande, s'adaptant très habilement aux circonstances qui lui étaient alors si favorables, présenta le *Reich* comme le champion de l'unification européenne et du nouvel ordre continental à instaurer. On sait par ailleurs que la campagne de Russie, au fur et à mesure qu'elle s'avérait de plus en plus difficile sur le terrain, nourrit à nouveau l'argumentation pseudo-européenne de l'Allemagne officielle. Celle-ci, prétendaient les

7 Cfr K. HAUSHOFER, «Fernwirkung des Indo-Pazifischer Wanderdrucks auf Afrika. Inder Frage», in *Convegno di scienze morali e storiche (4-11 octobre 1938)*. *L'Africa*, t. 2, Rome, Académie royale d'Italie, 1939, p. 1027-1039 et E. OBST, «Die Sicherung des Lebensraumes in Afrika», in *Idem*, t. 1, p. 262-286. Pour un compte rendu critique très fouillé de cette manifestation, on lira avec profit O. LOUWERS & V. GELDERS, *Le Congrès Volta de 1938 et ses travaux sur l'Afrique*, (MÉMOIRES DE LA SECTION DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES, XVII, fasc.2), Bruxelles, Institut royal colonial belge, 1949.

8 K. HAUSHOFER, «Eurafrika», in *Zeitschrift für Geopolitik*, 1938 (XV) n° 11, p. 88.

nazis dans les zones occupées, était engagée dans une croisade sans merci contre le bolchevisme dans le seul but de défendre la civilisation occidentale menacée de toutes parts par des forces destructrices extérieures⁹.

Mais dès lors l'Afrique ne pouvait plus officiellement servir uniquement de réservoir de matières premières pour l'Allemagne; elle devait assumer ce rôle pour toute l'Europe, fut-elle allemande. Une fois les métropoles vaincues et mises au pas, leurs possessions coloniales semblaient d'autant plus facilement accessibles et disponibles pour cette Europe unifiée par les armes. Se targuant de vouloir réaliser l'unité européenne, l'Allemagne hitlérienne devait désormais moduler son discours et se montrer rassurante afin de ménager les craintes et les susceptibilités des pays à tradition coloniale appelés, prétendait-elle, à collaborer activement à cette œuvre d'envergure. Evoquer l'Eurafrique future présentait ainsi l'avantage théorique de laisser aux alliés italiens bien sûr mais aussi aux collaborateurs d'autres nations – la France et la Belgique notamment – l'espoir de prendre part à ce plan dans un sens, s'imaginaient-ils, relativement favorable à leurs concitoyens respectifs. D'un point de vue européen, l'Eurafrique apparaissait donc effectivement comme un thème de propagande beaucoup plus porteur et mobilisateur que celui d'une Afrique allemande – résurgence de l'ancienne *Mittelafrika* d'avant Versailles – dont auraient été écartées dans les faits les anciennes puissances coloniales déjà assujetties.

Certains stratèges ne tardèrent toutefois pas à développer leurs projets d'une Afrique dominée par l'Allemagne. En août 1940, soit deux mois à peine après les défaites militaires belge et française, Julius Rohrbach, directeur du département colonial du *Statistisches Amt* et conseiller du gouvernement allemand pour les affaires africaines, rédigeait un mémorandum détaillé dans lequel il insistait pour que «l'économie africaine fût conçue dans sa totalité en fonction des besoins européens» car on ne pouvait songer à unifier l'Europe sans en même temps restructurer l'Afrique. L'Eurafrique devenait donc l'objectif ultime de cette manœuvre profitable à l'Allemagne: «Dans cette économie planifiée de l'Europe, l'Afrique doit nécessairement être conçue comme la zone d'influence naturelle et historique de l'Europe à l'intérieur de l'espace tropical, et par conséquent ses parties les plus importantes doivent être placées d'une manière directe ou indirecte sous la direction de l'Allemagne»¹⁰.

9 Sur cette Europe nouvelle allemande, on consultera notamment J. FREYMOND, *Le III^e Reich et la réorganisation économique de l'Europe (1940-1942). Origines et Projets*, (INSTITUT UNIVERSITAIRE DE HAUTES ETUDES INTERNATIONALES DE GENÈVE. COLLECTION DE RELATIONS INTERNATIONALES, III), Leyde, A.W. Sijthoff, 1974; L. HERBST, «L'union européenne selon la politique et l'idéologie nazies», in *Cadmos*, 1989 (XII) n° 46, p. 79-91; P. KLUKE, «Nationalsozialistische Europaideologie», in *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte*, 1955 n° 3, p. 240-274; mais surtout, avec une abondante sélection de documents-sources, M. SALEWSKI, «Ideas of the National Socialist Government and Party», in W. LIPGENS (dir.), *Documents on the History of European Integration*, t. 1: *Continental Plans for European Union (1939-1945)*, Berlin/New-York, W. de Gruyter, 1985, p. 37-178.

10 Citations extraites de A. KUM'A N'DUMBE III, *Hitler voulait l'Afrique. Les plans secrets pour une Afrique fasciste (1933-1945)*, Paris, L'Harmattan, 1980, p. 137.

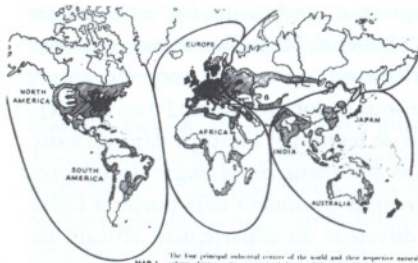
Un pas supplémentaire et d'une grande importance symbolique fut accompli en automne de la même année. Le 4 octobre 1940, Hitler et Mussolini se rencontrèrent au col du Brenner, situé à la frontière italo-autrichienne, pour y discuter, entre autres choses, de l'avenir du continent européen placé sous la domination de l'Axe. Ils décidèrent, à l'issue de cette entrevue, d'œuvrer afin de regrouper l'Europe dans un vaste système eurafricain¹¹. L'annonce officielle de cet ambitieux programme stimula, on s'en doute, l'intérêt que les géopoliticiens allemands pouvaient déjà porter à l'idée d'Eurafrrique. Ainsi en novembre, O.Bielfeld, directeur du département africain au ministère des Affaires étrangères, rédigea un plan applicable à la paix future dans une Europe contrôlée par le *Reich*. Ce texte prévoyait une réorganisation du continent sous la forme d'un grand espace économique et commercial européen entièrement au service de l'économie allemande. En matière africaine, Bielfeld précisait que «le but final à atteindre est de placer la plus grande partie possible de l'espace colonial disponible en Afrique sous influence allemande, de telle manière qu'à travers une collaboration avec les autres puissances coloniales un travail commun puisse se dégager dans l'exploration, l'entretien et l'exploitation de toutes les ressources du continent africain, au profit de toute l'Europe, en garantissant particulièrement les besoins propres de la grande Allemagne»¹². Telle était également l'ambition d'E. Obst qui poursuivait de plus belle son plaidoyer en faveur d'une Afrique dirigée par l'Allemagne hitlérienne et ses satellites dans le cadre d'un bloc Europe-Afrique capable de résister avec succès aux assauts impérialistes américains. Et Obst de clamer un slogan percutant pour résumer la situation: «L'Eurafrrique aux Européens!»¹³. Cette idée répandue d'une Afrique exclusivement contrôlée par l'Europe unifiée fut d'ailleurs à nouveau développée dans une revue de propagande allemande destinée à un public américain sélectionné. Cette luxueuse publication, dont le but avoué était de démontrer aux Américains que leur destin ne se jouait en aucune manière en Afrique, fut adressée à 80.000 abonnés par l'intermédiaire du Centre d'Information allemand basé à New-York. Y figuraient différentes cartes représentant précisément le monde divisé en quatre grandes zones économiques tel qu'il était sensé se structurer au sortir de la guerre. Les relations économiques indispensables entre la Panamérique et l'Eurafrrique y étaient représentées comme dominantes à l'échelle mondiale.

On citera encore, dans la même veine, un texte éloquent d'Alfons Schmitt, spécialiste des questions africaines à l'Université de Münster, qui attribuait lui aussi une fonction prioritairement économique au plan eurafricain: «Ce n'est», présageait-il, «qu'avec les changements politiques que susciteront cette guerre et la future restructuration du monde que l'Afrique deviendra sinon le seul, du moins le plus important complément tropical de l'Europe. Sa signification future ne saurait plus, par consé-

11 Le programme d'action en onze points fixé à cette occasion par l'Axe fut révélé au public dans les colonnes du quotidien fasciste dirigé par la famille du Duce *Il Popolo d'Italia* en date du 7 octobre 1940.

12 Cité par ID., *Les buts de guerre de l'Allemagne...*, p. 48.

13 E. OBST, «Ostbewegung und Afrikanische Kolonisation als Teilaufgaben einer abendländischen Grossraumpolitik», in *Zeitschrift für Erdkunde*, 1941 (IX) n° 9-12, p. 266.



MAP I. The four principal industrial centers of the world and their respective natural spheres of interest. (The zones of interest are indicated in black. Food and raw material production areas are indicated in white. The black zones indicate the zones of interest, as well as those that are at least for the present, of little consequence in international commercial relations. US colors are indicated in black.)

- Le monde divisé en quatre zones d'influences économiques "naturelles" d'après la propagande allemande destinée aux États-Unis neutres..
(Photo collection cwo2gm)

quent, être conçue que dans le cadre d'une économie complémentaire d'un ensemble eurafricain¹⁴.

Mais que serait devenu le Congo belge dans cette *Eurafrika*, en cas de victoire finale de l'Axe? Les textes ne laissent guère planer de doute à ce propos. L'Afrique centrale et la colonie belge étaient en effet considérées comme les pièces vitales de ce réaménagement territorial outre-mer. Dès les premiers mois de l'été 1940, Kurt Weigelt, très influent directeur de la *Deutsche Bank* et responsable des questions coloniales pour cette institution

depuis plus de vingt ans, rédigea une longue note économique portant sur les territoires africains et les anciennes possessions coloniales allemandes. Cette étude avait été commandée par Franz Ritter von Epp, gouverneur de Bavière et responsable de l'officieux ministère des Colonies. Weigelt considérait le Congo belge, le Ruanda-Urundi, le Togo et le Cameroun comme la zone idéale où pouvait s'exercer une colonisation directe par le *Reich*. Le Congo belge occupait une position-clé dans les plans allemands car, outre sa richesse reconnue et enviée, sa localisation entre l'Afrique de l'Est et de l'Ouest en faisait une liaison incontournable entre le Cameroun et l'ancien Sud-Est allemand. A telle enseigne que Bielfeld n'hésitait pas à soutenir que «quelle que soit la future structure étatique de la Belgique, il est [était] inévitable que le Congo belge soit entièrement placé sous contrôle allemand»¹⁵.

L'Eurafrica vue de l'Italie

Si certains dignitaires de l'Allemagne hitlérienne témoignèrent d'un réel intérêt à l'égard de la thématique eurafricaine, l'Italie fasciste ne fut pas en reste, loin s'en faut. En effet, l'idée d'Eurafrica y fut très abondamment débattue, dans une optique cette fois évidemment favorable aux anciennes et ambitieuses prétentions coloniales de la Péninsule. Jamais, à vrai dire, l'Italie ne cacha son insatisfaction d'une situation territoriale contestée depuis le XIX^e siècle. Ainsi, malgré les protestations internationales et de tardives sanctions économiques votées par la Société des Nations, Mussolini n'hésita pas en 1935 à envahir l'Éthiopie, pourtant membre de plein droit de la Ligue de Genève. Les autorités fascistes comptaient bien ne pas s'arrêter en si bon chemin et prétendaient ouvertement vouloir poursuivre leur politique d'expansion coloniale. Mais ceci ne pouvait être envisagé qu'au détriment de métropoles jugées trop avantageusement pourvues au centre de l'Afrique alors que l'Italie estimait ne posséder que

14 A. SCHMITT, «Leistung und Potential des Afrikanischen Wirtschaft», in *Deutscher Kolonial Dienst*, 1942 n° 9-10, p. 91.

15 Cité par A. KUM'A N'DUMBE III, *Hitler voulait l'Afrique...*, p. 138.

des territoires majoritairement désertiques dans l'Est du continent. Le Congo belge était bien sûr directement visé et les autorités coloniales de Bruxelles s'insurgèrent, comme il était d'usage, avec véhémence contre de telles déclarations volontairement incendiaires¹⁶.

On ne s'étonnera dès lors pas que l'idée d'Eurafrique ait pu connaître un tel succès dans la littérature géopolitique transalpine. Paolo D'Agostino Orsini di Camerota, professeur de géographie à l'Université royale de Rome et très prolifique publiciste colonial, s'en était fait le chantre incontesté et n'avait pas peu fait pour populariser cette idée auprès de ses concitoyens. En 1934, il publiait un ouvrage remarqué intitulé *Eurafrica*:



• L'Eurafrique à l'heure italienne. Le Duce en visite à Tripoli en mars 1937. Il porte – fièrement – l'épée d'or, symbole musulman. Espère-t-il réunir les pays (musulmans) d'Afrique du Nord sous la bannière fasciste? (Photos cwo2gm)

16 A ce propos, voir E. DESCHAMPS, «La guerra d'Etiopia e gli interessi belgi in Africa: studio d'opinione (1935-1936)», in *Studi Piacentini*, 1993 n° 14, p. 155-176.

L'Europa per l'Africa, l'Africa per l'Europa. Qui plus est, et cela n'est pas sans importance, D'Agostino était l'auteur de nombreuses publications consacrées au Congo belge, où il avait d'ailleurs séjourné à plusieurs reprises. Comment les stratèges italiens envisageaient-ils cette *Eurafrica*? Aux yeux des géopoliticiens fascistes, l'Eurafrrique apparaissait invariablement comme l'aboutissement logique et indispensable de la politique coloniale de l'Ordre nouveau menée en Afrique par l'Axe. Loin de la considérer comme un concept vague et utopique – critique classique avancée par les opposants à la thèse eurafrrique – ces avocats d'une Europe fasciste réorganisée voyaient au contraire l'Eurafrrique déjà inscrite, physiquement, dans la géomorphologie des deux continents. L'Europe et l'Afrique, expliquait-on, constituaient en fait les deux membres vitaux d'un même corps, d'un continent cohérent organisé autour de la Méditerranée considérée comme le lac intérieur et le cœur de cet ensemble.

Bien sûr, le mythe d'un retour à l'âge d'or antique n'était pas étranger à cette conception d'une Eurafrique latine. Dans cette argumentation, l'histoire et la géographie faisaient, on le voit, bon ménage. Le contrôle du bassin méditerranéen était perçu comme une priorité parce que celui-ci était présenté comme le centre de gravité géographique et historique du futur grand espace eurafrrique. C'est ainsi qu'unis déjà par un passé et un destin communs, les peuples méditerranéens étaient appelés à s'assembler à nouveau sous l'énergique conduite politique, économique et spirituelle de l'Italie fasciste qui se portait héritière de l'antique empire romain. Cette référence constante aux origines devait permettre de légitimer théoriquement la domination italienne sur cette région et d'y restaurer une continuité historique trop longtemps brisée.

Réclamée pour des raisons d'ordre géographique et historique, l'Eurafrrique fasciste l'était également d'un point de vue politique et économique, ces deux éléments étant au demeurant très intimement mêlés. Politiquement, elle se donnait à voir comme l'aboutissement concret d'un révisionnisme colonial, seul capable de réparer les injustices et les erreurs traditionnellement imputées aux clauses coloniales du Traité de Versailles. Elle redevenait ainsi un instrument prétendument pacifiste; mais cette paix, l'Axe entendait bien la fixer selon ses propres conditions et intérêts. L'Eurafrrique devait, par définition, conduire à une redistribution des cartes en Afrique, à un certain *New Deal* colonial. Par-là même, pensait-on, la fratricide compétition coloniale et le protectionnisme généralement appliqué outre-mer par les métropoles européennes étaient à terme condamnés à disparaître puisque résultant d'un ordre qualifié de néfaste et obsolète.

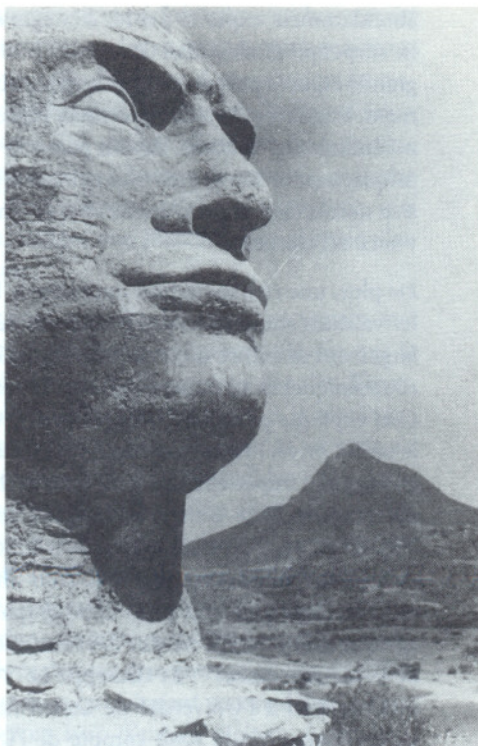
Dès avant le début des hostilités, certains envisageaient la tenue d'une grande conférence eurafrrique qui aurait réuni les représentants des Etats ayant des intérêts en Afrique afin de planifier le développement harmonieux du continent africain sur base de projets et d'investissements communs. L'on revint en pleine guerre sur ce projet qui postulait forcément, aux yeux des Italiens, que l'entreprise coloniale «ne soit pas réservée à une partie seulement des peuples européens, mais qu'elle se développe sous

la forme d'une œuvre commune, au bénéfice de notre continent tout entier. Nous voulons dire que l'œuvre européenne doit se faire solidairement, dans le sens d'une collaboration entre tous les Etats, sans germes de dissensions futures et dans l'intérêt des deux continents, et en même temps proportionnelle au poids de chaque Etat européen»¹⁷.

Le programme politique de l'Europe nouvelle ne pouvait donc pas ignorer l'Afrique, accusée de reproduire en son sein les traditionnelles rivalités et divisions politiques du Vieux Continent. Par voie de conséquence, les méthodes et principes coloniaux, sensés refléter eux aussi le génie national de chacun, devaient être harmonisés. Visant une même fin, l'Ordre nouveau se devait d'y adapter ses moyens. La solidarité européenne postulait avant tout une solidarité en Afrique. Mais c'était bien aux forces de l'Axe, expliquait-on, qu'il incombait d'entreprendre cette tâche tant louée. Parce qu'elles domineraient et guideraient l'Europe, l'Allemagne et l'Italie prétendaient organiser aussi l'Afrique future. L'Eurafrique serait donc leur œuvre commune, même si la plupart des

géopoliticiens italiens revendiquaient pour leur pays, puissance méditerranéenne et africaine, le premier rôle. Le concept déjà ancien d'Eurafrique se commuait dès lors en Eurafrique nouvelle et totalitaire telle que redéfinie cette fois selon les seuls objectifs et modalités de Rome et de Berlin. S'estimant lésés depuis trop longtemps en matière coloniale, les fascistes étaient bien décidés à consommer leur revanche en tirant un maximum de profit de leur statut de vainqueur virtuel, en ce début de conflit du moins.

Cette suprématie des puissances de l'Axe en Afrique, en particulier l'Italie, était en plus justifiée et appuyée théoriquement par le concept géopolitique d'espace vital, déjà



• Encore l'Eurafrique à l'heure italienne. La tête de Mussolini sculptée dans la roche du désert éthiopien.
(Photo cwo2gm)

17 R. TRITONJ, «L'Africa e la 'Nuova Europa'», in *Oriente moderno*, 1942 (XXII) n° 6, p. 223.

abondamment exploité par les stratèges allemands¹⁸. L'idée défendue était que l'Italie surpeuplée, mais aussi désormais l'Europe nouvelle, avaient absolument besoin de grands espaces plus ou moins vierges pour pouvoir se renforcer et s'épanouir pleinement. Engoncée dans des frontières jugées étriquées et un territoire exsangue, l'Italie mussolinienne estimait devoir posséder l'Afrique pour élargir son activité économique, assurer son approvisionnement régulier en matières premières et surtout offrir à sa nombreuse main-d'œuvre et à sa jeunesse de vastes terres à exploiter et de nouveaux débouchés.

De plus, une rentabilisation optimale de l'ensemble eurafricain cadrerait fort bien avec les velléités autarciques des puissances de l'Axe. Celles-ci estimaient en effet pouvoir largement se suffire du marché eurafricain pour limiter au maximum leurs relations économiques et commerciales avec le reste du monde jugé corrompu et menaçant. Ceci explique pourquoi l'Afrique était à ce point présentée comme la chasse gardée, le jardin privé, l'*Hinterland* du nouvel ordre européen en construction. Il s'avérait par conséquent impérieux et urgent d'empêcher toute force extérieure à l'Europe, en l'occurrence les Etats-Unis et leurs alliés, de prendre pied sur le sol africain. Giovanni Vassallo en appelait à la mobilisation de tous les Européens car il jugeait «absolument nécessaire que l'Europe retrouve dans un Ordre nouveau la force, l'unité et la capacité d'écouler son trop-plein démographique, sa main-d'œuvre et son économie en Afrique avant qu'elle ne soit devenue asiatique ou américaine et ne menace les rives de la Méditerranée»¹⁹. Et Giuseppe Lo Verde, professeur de droit constitutionnel et international à l'Université de Camerino, de s'interroger et d'en conclure: «Est-ce qu'en Europe on se rend compte de l'impérialisme américain? A-t-on compris en Europe qu'une Europe qui ne serait pas eurafricaine ne pourrait plus exister? L'Europe est-elle prête à faire de l'Eurafrrique un pilier de l'Ordre nouveau? Par rapport à ces trois questions dominant des conceptions politiques encore bien trop continentales. De ce fait, il revient aux Italiens, en tant que véritables Eurafricains, d'amorcer l'abandon décisif de ces conceptions»²⁰.

18 La notion de *Lebensraum*, argument classique du discours pangermaniste et de la politique d'expansion allemande, fut également à l'époque reprise et adaptée par de nombreux géopoliticiens fascistes comme par exemple A. MESSINEO, *Spazio vitale e grande spazio*, Rome, Civiltà cattolica, 1944. Sur l'influence capitale de la pensée géopolitique allemande dans les conceptions territoriales italiennes du moment, on lira M. ANTONSICH, «La rivista 'Geopolitica' e la sua influenza sulla politica fascista», in *Limes*, 1994 n° 4, p. 270-278. On trouvera une version française de l'article de Marco ANTONSICH, «La revue «Geopolitica» et son influence sur la politique fasciste», in M. KORINMAN & L. CARACCILO (dir.), *A quoi sert l'Italie?*, Paris, La Découverte/Limes, 1995, p. 233-244. On complètera cette approche par D. LOPRENO, «La géopolitique du fascisme italien: la revue mensuelle 'Geopolitica'», in *Hérodote*, 1991 n° 63, p. 116-129; C. RAFFESTIN, D. LOPRENO & Y. PASTEUR, *Géopolitique et histoire*, Paris, Payot, 1995, p. 159-212; D. ATKINSON, «Geopolitics, cartography and geographical knowledge: envisioning Africa from Fascist Italy», in M. BELL, R.A. BUTLIN & J. HEFFERNAN (dir.), *Geography and Imperialism (1820-1940)*, (STUDIES IN IMPERIALISM), Manchester/New York, Manchester University Press, 1995, p. 265-297.

19 G. VASSALLO, *L'economia della Nuova Europa*, Palerme, Ed.Flaccovio, 1942, p. 34.

20 G. LO VERDE, «Eurafrika und der gegenwärtige Krieg», in *Europäische Revue*, 1943 (XIX) n° 3, p. 119-120.

Le bloc eurafricain était, on l'a dit, très fréquemment et parfois même exclusivement justifié sur un plan économique. L'Afrique européenne devait être réorganisée rationnellement. En pratique, cela signifiait une nouvelle discipline d'exploitation économique maximale du continent en fonction des besoins de l'Europe unifiée et selon une juste estimation des capacités de chacun. On pensait d'ailleurs qu'à ce titre notamment, l'Afrique offrait une chance unique pour l'Europe de pouvoir assez vite réaliser ailleurs l'unité et la cohérence économiques qu'elle n'atteindrait que beaucoup plus lentement en Europe même, malgré une planification imposée d'en haut par les économistes de Berlin et de Rome.

L'Afrique, grande masse terrestre largement sous-exploitée, ou plus exactement mal exploitée en certaines zones, apparaissait de ce fait beaucoup plus malléable que le Vieux Continent compartimenté et marqué depuis trop longtemps par des dissensions internes profondes. Ainsi il était prévu de confier l'organisation et la réorientation des marchés africains à des organismes internationaux chargés de répartir au mieux les efforts à entreprendre et les moyens financiers indispensables à leur mise en œuvre. Un programme d'action commune et d'harmonisation ainsi qu'un fonds financier colonial européen devaient donc être créés qui prendraient en charge la mise en valeur effective et rationnelle de ce marché commun eurafricain. La dispersion ruineuse des efforts, résultant des souverainetés nationales périmées, était une pratique condamnée à disparaître. Une nouvelle politique d'aménagement du territoire, dorénavant menée à l'échelle continentale, devait également être entreprise afin de transplanter en Afrique la production des marchandises qui faisaient encore défaut à l'Europe, obligeant toujours celle-ci à commercer avec d'autres régions du monde. L'acheminement de ces produits serait d'ailleurs facilité par la construction de voies de communication modernes seules à même de quadriller complètement l'espace eurafricain. Ainsi réorganisée et bâtie, l'Eurafricane pouvait quasiment prétendre à l'autarcie économique et politique à l'abri de l'Empire anglo-saxon décrié. Dès lors, loin de constituer un partenaire et un véritable interlocuteur, l'Afrique et les Africains se voyaient condamnés à n'être en fin de compte qu'un appendice commode et une main-d'œuvre corvéable à merci, un jardin et un grenier au seul service de cette Europe fasciste.

En somme, l'Eurafricane fasciste se donnait à voir comme «une nouvelle phase de la colonisation contemporaine de l'Afrique. Et l'on peut parler d'une phase révolutionnaire qui met fin à la série des erreurs et des injustices, qui crée la base d'un nouvel équilibre, d'un nouveau système, de positions et de moyens revus et mis à jour et qui projette dans un monde africain plus juste les valeurs morales et matérielles victorieuses dans cette guerre»²¹.

21 «Eurafrica», in *Rassegna d'Oltremare*, 1940 (X) n° 12, p. 11.

II. La collaboration intellectuelle francophone belge et l'idée d'Eurafrique

L'Eurafrique ne connut jamais en Belgique le même succès qu'en Allemagne ou en Italie. Un tel projet, il est vrai, se serait inévitablement concrétisé au détriment des petites puissances qui, telle la Belgique, étaient très richement dotées en Afrique centrale. Toutefois, la presse collaborationniste porta un intérêt très soutenu à la question de l'unification européenne, première étape pratique vers une Eurafrique future. Au début de la guerre, l'Europe unie apparaissait en effet à certains comme un objectif rapidement réalisable sous la conduite énergique de l'Allemagne victorieuse. Ce qui longtemps n'avait été qu'un idéal lointain, une utopie peut-être, ne semblait-il pas en voie de réalisation dans les faits, fusse même sous la forme d'une Europe allemande et fasciste?

La défense et la promotion d'un nouvel ordre européen, d'une grande Europe nouvelle, régénérée et organique, c'est-à-dire respectueuse des entités nationales, allaient dès lors mobiliser bien des énergies et justifier, aux yeux de ces partisans d'une Allemagne forte, une collaboration franche et active avec l'occupant²². D'ailleurs, n'était-ce pas en contrepartie de cette ouverture au vainqueur et à la lumière de cette collaboration que devait, disait-on alors, dépendre naturellement et fort logiquement le sort futur de la Belgique et de sa colonie au sein de cette Europe fasciste en construction?

L'Afrique, complément indispensable de l'Europe future

On sait que l'idée selon laquelle le globe serait inévitablement amené à se regrouper autour de quelques grandes entités cohérentes et autonomes fut parfois partagée par des théoriciens belges des relations internationales. Certains intellectuels ne s'en tinrent d'ailleurs pas aux paroles et poussèrent plus loin leurs efforts en faveur d'une Eurafrique. Réfugié en France au lendemain de la défaite militaire du pays, l'ingénieur bruxellois Maurice Lambilliotte défendit activement cette conception d'une grande Europe. Celle-ci ayant définitivement rompu avec la démocratie politique et parlementaire, tenue pour responsable de la défaite et de la crise européenne, renforcerait davantage son emprise sur le continent africain au départ de la Méditerranée: «Cette grande Europe, comment la concevoir? Nous l'avons dit: dans une intégration complète de l'Afrique, toutes ses terres habitables devenant des terres de peuplement pour

22 Voir, dans le cas de la France occupée, l'étude de Y. DURAND, «L'Europe des collaborateurs et des collaborationnistes», in M. DUMOULIN (dir.), *Plans des temps de guerre pour l'Europe d'après-guerre (1940-1947). Actes du Colloque de Bruxelles (12-13 mai 1993)*, (GROUPE DE LIAISON DES HISTORIENS AUPRÈS DES COMMUNAUTÉS, V), Bruxelles/Milan/Paris/Baden-Baden, Bruylant/Giuffrè/L.G.D.J./Nomos Verlag, 1995, p. 25-43; cfr aussi J. WILLEQUET, «Opinions belges sur l'avenir de l'Europe (1940-1945)», in A. MIROIR (dir.), *Pensée et construction européennes. Hommage à Georges Gorieli*, (TRAVAUX DU CENTRE D'ÉTUDES DES RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES, I – COLL. DOCUMENTA ET OPUSCULA, X), Bruxelles, E. Van Balbergh, 1990, p. 133-145.

les pays de l'Europe trop peuplés [...] Il faut que dans un temps donné, tout le nord africain devienne un prolongement effectif de l'Europe, aussi loin que l'installation des Occidentaux est possible. Quant au centre de l'Afrique, ce sera vraiment la colonie de l'Europe»²³. En 1940 toujours, secondé par son ami l'abbé René-Gabriel van den Hout, influent directeur de la *Revue catholique des Idées et des Faits* également passé en zone libre, il projeta même de créer un périodique international, soutenu par le régime pétainiste, et qui exprimerait l'unité de la civilisation européenne. Chaudement appuyés par l'européiste suisse Gonzague de Reynold, Lambilliotte et van den Hout échafaudèrent également le plan d'une Eurafrrique dans laquelle les Etats «latins» à vocation africaine, Belgique comprise, se coaliseraient et feraient contrepoids à l'Allemagne victorieuse et souveraine dans les territoires situés à l'est de l'Europe. Ils soumirent ce projet à Salazar, espérant son soutien politique, mais le dictateur portugais, persuadé d'une victoire finale des Alliés, ne donna pas suite à cette initiative²⁴.

L'entrevue du Brenner d'octobre 1940 et le programme géopolitique qui en découla furent bien sûr commentés dans la presse collaborationniste, visiblement inquiète du déclin de l'Europe sur la scène internationale, et plus particulièrement en Extrême-Orient²⁵. Il ne restait par conséquent plus qu'à bâtir au plus vite l'Eurafrrique afin de permettre à l'Europe enfin unifiée, et inéluctablement dégagée de ses responsabilités en Asie, en Amérique et en Océanie, de récupérer sa juste position et son prestige d'antan dans un monde désormais restructuré en grandes zones d'influence. Pierre Daye fut assurément à l'époque le commentateur belge le plus sensibilisé par l'idée d'Eurafrrique. Et pour cause. Journaliste, écrivain-voyageur mondain et ancien député rexiste, Daye connaissait fort bien à la fois les questions coloniales et européennes. Ancien volontaire des campagnes d'Afrique pendant la Première Guerre mondiale, il avait notamment consacré plusieurs reportages et ouvrages aux problèmes congolais. Par ailleurs, Daye était très porté sur les questions de politique internationale et avait manifesté depuis longtemps un grand intérêt pour les efforts menés dans l'entre-deux-guerres par diverses associations et groupuscules militant en faveur de l'unification européenne. Il avait ainsi adhéré pêle-mêle à l'Union paneuropéenne, aux Unions intellectuelles européennes animées par le prince viennois Karl Anton de Rohan, à l'Union pour la SDN, à l'Union Jeune Europe, au Bloc d'Action européenne, à l'Institut d'économie européenne, au Mouvement pour la création des Etats-Unis des

23 M. LAMBILLIOTTE, *L'Heure de l'Europe. Essai sur la portée de la Révolution actuelle*, La Sauvetat-sur-Lède, 1940, p. 104-105. On trouvera une réédition critique de ce texte dans M. DUMOULIN & Y. STELANDRE, *L'idée européenne dans l'entre-deux-guerres*, (PÉDASUP, XXII), Louvain-La-Neuve, Academia, 1992, p. 177-182.

24 A ce propos, voir C. GROGNARD, Notice «René-Gabriel van den Hout», in *Nouvelle Biographie nationale*, t.3, Bruxelles, Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique, 1994, p. 329.

25 Voir notamment «Ce que le Führer et le Duce ont décidé... Révélation italiennes sur l'entrevue du Brenner: "Toute l'Europe sera groupée en un seul système, l'Eurafrica"», in *Le Pays réel*, 11.X.1940, p. 1.

Nations Européennes, à la Société Européenne des Ecrivains, etc²⁶. Responsable de la chronique internationale au *Nouveau Journal*, quotidien collaborationniste belge lancé en octobre 1940, Pierre Daye entrevoyait lui aussi la constitution prochaine d'un groupe asiatique conduit par l'allié japonais de l'Axe, un groupe anglo-saxon mené par les Etats-Unis, un complexe eurafricain dirigé par l'Allemagne ainsi enfin qu'un ensemble russo-soviétique. L'autarcie bicontinentale de l'Eurafrrique prenait ainsi tout son sens en permettant à l'Europe «toujours incapable de se suffire à elle-même de trouver des ressources nouvelles. Dès lors», poursuivait-il, «s'impose la conception d'une Afrique qui pourra fournir tous les produits qui lui manquent en même temps qu'elle sera capable d'absorber une grande partie de sa fabrication industrielle. Si l'Europe sort de la guerre sous forme d'une fédération, on peut tout de suite concevoir que ce vaste condominium pourra établir, par la mise ensemble de ses domaines africains et de leur production, une unité économique de tout premier ordre: l'Afrique, grenier de l'Europe»²⁷.

Robert Poulet, écrivain et rédacteur en chef du *Nouveau Journal* abondait en ce sens et pronostiquait à son tour une «redistribution rationnelle des espaces métropolitains et coloniaux, comprenant d'une part l'Europe, l'Afrique, le Proche-Orient, d'autre part les Amériques, d'autre part encore la zone de l'Asie orientale; chacun de ces espaces demeurant séparément exploitable et défendable»²⁸. L'Eurafrrique comme aboutissement économique et politique de l'Europe unifiée séduisit aussi José Streel, théoricien rexiste, qui la considérait comme une unité spatiale «pouvant se suffire à elle-même, dont les éléments sont unis par des rapports étroits d'interdépendance et qui, au contraire, à l'égard du reste du monde, jouit d'une assez considérable autonomie»²⁹. Il s'agissait en effet de faire de l'Europe rassemblée et rattachée à son prolongement africain un rempart efficace contre les éventuelles menaces extérieures et les risques d'étranglement économique.

Mais la tournure des événements militaires sur le front de l'Est et la débâcle peu à peu pressentie des armées du *Reich* au cours de la campagne de Russie déclenchée en juin 1941 obligèrent les chantres de l'idéal eurafricain à moduler quelque peu leurs propos et leurs vaticinations outrancières. Le rôle conducteur dévolu jusque-là à l'Allemagne national-socialiste dans l'édification salvatrice de l'Eurafrrique perdit par le fait même de sa pertinence théorique et son caractère prioritaire. L'on revint progressivement à l'idée plus classique d'une expansion naturelle de l'Europe allemande vers les plaines d'Europe centrale plus aisément accessibles. Ainsi reléguée au second plan

26 En dehors des très nombreux articles publiés dans la presse belge et internationale, on remarquera surtout deux ouvrages de Pierre Daye spécifiquement consacrés à la problématique européenne: *L'Europe en morceaux*, Paris, Plans, 1932, 214 p. et *L'Europe aux Européens*, Bruxelles, Nouvelle Société d'Éditions, 1942, 181 p.

27 P. DAYE, «Conception d'un monde nouveau. Vers l'Eurafrica», in *Le Nouveau Journal*, 12-13.X.1940, p. 3.

28 R. POULET, «Faits et idées du jour. Une question de bon sens», in *Le Nouveau Journal*, 4.II.1942, p. 1.

29 J. STREEL, *La Révolution du vingtième siècle*, (Coll. DOCUMENTS), Bruxelles, Nouvelle Société d'Éditions, 1942, p. 198.

des préoccupations immédiates par la propagande nazie, le prophétique programme eurafricain de l'Axe ne fut dès lors plus défendu que par les plus ardents collaborationnistes dans les Etats déjà pourvus en Afrique³⁰.

Cette lente évolution du discours eurafricain ressort très clairement d'une lettre envoyée par Joachim Moras, philologue romaniste et européiste berlinois, à Pierre Daye. Ce dernier avait été contacté en novembre 1942 par Moras, directeur de la rédaction de l'*Europäische Revue*, afin d'y faire paraître un article consacré à la question coloniale européenne. Lors de l'accusé de réception de cette étude documentée, Moras prit la liberté d'inviter le publiciste bruxellois à apporter quelques retouches à l'épreuve initiale: «J'ose attirer votre attention», expliquait Moras, «sur un point délicat qui pourrait peut-être donner occasion à des malentendus. Comme vous savez, on a, en Allemagne aussi, beaucoup écrit sur le problème *Eurafrika*. On en parle beaucoup moins depuis que les données de ce problème se sont un peu modifiées. A ce point de vue, je regrette un peu que vous insistiez si fort sur la nécessité absolue pour l'Europe future de réaliser l'union des continents blanc et noir, sans prendre en considération l'Est, cet autre grenier de l'Europe. Je me rends bien compte qu'il vous serait sans doute très difficile de vous prononcer là-dessus, toutefois je vous serais très reconnaissant si vous vouliez bien ajouter une phrase au début de l'article, laissant entrevoir le caractère complexe de cette alternative et justifiant votre point de vue par votre préoccupation si compréhensible en tant que Belge. Autrement, on pourrait peut-être conclure à une tendance un peu hors de saison de la revue même»³¹. La version finale du texte, publié en février 1943 comportait, comme réclamé, ce nouveau passage: «Il est vrai que le problème de l'élargissement du territoire européen a de nombreuses facettes et qu'il ne se limite pas seulement à l'Afrique. Il touche également l'Est qui grâce à l'avancée victorieuse des armées allemande et européenne a pris un intérêt primordial. Nous ne parlons bien sûr que d'une expansion en direction du Sud qui en premier lieu ne concerne naturellement que les peuples qui comme la Belgique, l'Italie, la France, l'Espagne et le Portugal possèdent des colonies en Afrique»³².

L'Eurafrrique, dernier rempart contre l'impérialisme anglo-saxon

L'entrée en guerre du Congo belge – convoité notamment pour les richesses de son sous-sol dont ses célèbres gisements d'uranium – aux côtés des Alliés³³ suscita, on le

30 Citons pour la France, outre différents articles de la presse pétainiste, René VIARD, *L'Eurafrrique. Pour une nouvelle économie européenne*, Paris, F.Sorlot, 1942 et René MAUNIER, «Visions d'une Eurafrrique», dans son ouvrage *L'Empire français. Propos et projets*, Paris, Librairie du Recueil Sirey, 1943, p. 135-146. Voir C.R. AGERON, «Vichy, les Français et l'Empire», in J.P. AZEMA & F. BEDARIDA (dir.), *Le régime de Vichy et les Français*, (Coll. POUR UNE HISTOIRE DU XX^e SIÈCLE), Paris, Fayard, 1992, p. 122-134.

31 Lettre de Joachim Moras à Pierre Daye, Berlin, 5 décembre 1942 (MUSÉE DE LA LITTÉRATURE, *Papiers Pierre Daye*, M.L.2570 II).

32 P. DAYE, «Afrikanische Perspektiven», in *Europäische Revue*, 1943 (XIX) n° 2, p. 64.

33 Voir à ce propos J.C. WILLAME, «Le Congo dans la guerre: la coopération économique belgo-alliée de 1940 à 1944», in *Le Congo belge durant la Seconde Guerre mondiale*, Bruxelles, Académie royale des Sciences d'Outre-Mer, 1983, p. 213-252.



• L'Afrique à l'heure belge. Le lac Kivu aux environs de Bukavu en 1946.
(Photo cwo2gm).

devine, de vives récriminations de la part de ceux qui, en Belgique, avaient au contraire résolument épousé la cause allemande. Pierre Daye ne manqua pas de s'insurger contre une politique qui, de fait, ruinait ses ambitions de faire de la colonie belge un modèle réduit de l'Eurafrrique au centre du continent noir. Car pour nombre de collaborationnistes belges, le Congo était extrêmement important puisqu'il apparaissait comme un gage ou une porte ouverte sur l'avenir. La colonie était en effet présentée comme une carte diplomatique et politique majeure. Elle fournissait l'espoir qu'au sortir de la guerre, la Belgique coloniale pourrait prétendre récupérer un rang estimable au sein de l'Europe nouvelle allemande. Amputée du Congo, la Belgique perdait par contre immédiatement une part immense de son prestige international que rien n'aurait pu par la suite restaurer. Convaincu de son bon droit, Daye n'en reconnaissait aucun aux ministres belges d'outre-Manche à disposer de ce territoire national éloigné: «il est certain», soutenait-il, «que le Congo appartient à la Belgique et, par conséquent, dépend du gouvernement régulier belge. Et ce n'est point une raison, parce que, de façon momentanée, nous sommes matériellement empêchés de communiquer avec notre grande colonie, ou parce que des hommes qui ont trahi croient pouvoir en disposer à leur gré, pour que les droits de la Belgique se trouvent abrogés. Les Londoniens, sans autre mandat que celui qu'ils se sont attribué, sans l'assentiment

du Roi, ne peuvent en rien disposer d'un territoire belge. Le Droit international nous conserve celui-ci, même séparé, même occupé, jusqu'au jour où interviendraient de nouveaux arrangements entre les Puissances et nos mandataires réguliers»³⁴. Fondant ses prédictions sur base d'un affaiblissement espéré de l'Empire britannique sur l'échiquier international, Daye redoutait bien davantage pour le Congo une mainmise américaine dont il apparaissait, dans ces circonstances de guerre, autrement plus difficile de se défaire un jour prochain au profit de l'Europe organisée. Comment, dans ces conditions, pouvait-on même encore envisager une quelconque Eurafrrique?

La solution préconisée parfois consistait en une sorte de compromis acceptable, pensait-on, tant pour l'Europe continentale que pour les Etats-Unis. Pourquoi en effet ne pas envisager un démembrement de l'Empire anglais dont les possessions africaines reviendraient, bien sûr, à l'Eurafrrique alors que les USA pourraient se satisfaire des dominions américains? Pourquoi, en définitive, ne pas s'entendre pour gouverner le monde? Daye ne voyait là rien d'utopique: «l'hypothèse d'une Europe unifiée, ou plus exactement fédérée, avec même en Angleterre un gouvernement dans les lignes nationales-socialistes, n'est plus un pur jeu de l'imagination, pas plus que celle d'un monde où les dépouilles du 'plus grand empire qui fut jamais' seraient partagées entre la Fédération européenne elle-même (pour ce qui concerne l'Afrique), et l'Amérique du Nord et l'Asie»³⁵. Serge Doring, chroniqueur rexiste et responsable des émissions de langue française à *Radio-Bruxelles* contrôlée par la *Propaganda Abteilung*, tint également à mettre l'Europe en garde contre tout impérialisme américain sur le sol africain. Combattre ce danger devenait ainsi une mission impérative à laquelle toutes les armées européennes se devaient d'apporter leur concours pour sauver à temps l'Eurafrrique: «on se rend peut-être compte à Vichy que la défense de l'Afrique par les seules forces françaises n'est pas suffisante pour faire front à la coalition anglo-américaine. Ainsi se cristalliserait de plus en plus l'idée de l'entité européenne qui doit défendre en commun tous les biens se trouvant dans l'espace eurafrrique»³⁶.

Quel Congo belge dans l'Eurafrrique d'après-guerre?

Le statut du Congo belge dans ces différentes conjectures n'était pas très clairement défini. En effet, l'idéal eurafrrique autorisait, on l'a vu, certains observateurs germanophiles à plaider pour une défense conjointe et immédiate du continent africain contre toute présence extérieure jugée subversive. L'on se montrait alors généreux ou, plus exactement, volontairement évasif en considérant qu'une fois débarrassé du contrôle anglo-saxon, le Congo «n'en serait pas moins heureux de rentrer dans sa

34 P. DAYE, «Retour vers l'Afrique. Convoitises autour du Congo», in *Le Nouveau Journal*, 28.X.1941, p. 3.

35 ID., «Conception du monde nouveau. Du sort de l'Empire britannique», in *Le Nouveau Journal*, 15.X.1940, p. 3. On verra aussi du même, «Der Imperialismus der Vereinigten Staaten und Europa», in *Europäische Revue*, 1942 (XVIII) n° 3, p. 120-124.

36 S. DORING, «Vers la défense commune de l'aire eurafrrique», in *Le Pays réel*, 2.XII.1941, p. 4.

vocation naturelle, qui est la satisfaction des besoins européens»³⁷. De toute manière, il était entendu que le sort futur des territoires africains de la Belgique se trouvait lié à l'attitude loyale du pays dans le cadre de la solidarité continentale autour de l'Allemagne. Il ne dépendait donc que de la Belgique de collaborer à l'œuvre commune afin de conserver, en tout ou en partie, ses droits historiques sur le Congo qui occupait en vérité une position-clé au sein du programme eurafricain de l'Axe. Cette souveraineté future et espérée devait dès lors se mériter, comme l'exprimait sans détour José Streeel: «les colonies seront pour les peuples jeunes, vigoureux, disciplinés et intégrés dans la structure de la solidarité européenne. Nous avons à faire la preuve que nous sommes, ou au moins que nous pouvons devenir, un tel peuple»³⁸.

Pierre Daye fut à nouveau le plus disert et le plus explicite sur ce point. Bien qu'il se soit, depuis très longtemps déjà, fait l'avocat de l'idée eurafricaine en Belgique, cet européiste de la première heure n'entendait pas abandonner le Congo aux mains d'une puissance étrangère. Pas plus l'Allemagne que les Etats-Unis. Toujours il maintint les prétentions du pays à la pleine propriété de son domaine outre-mer. En fait, il estimait que la formule appliquée depuis l'Acte de Berlin de 1885 au Bassin conventionnel du Congo devait servir de modèle pour toute l'Eurafrrique à venir. Ce système économique libéral, dit de la «porte ouverte», permettrait à la fois à chaque métropole de conserver intacte sa souveraineté politique coloniale tout en ouvrant les frontières commerciales de ses territoires aux autres pays européens. Aussi, pourquoi ne pas adopter ce régime éprouvé dans toute l'Afrique au profit général du bloc eurafricain? On pouvait aussi envisager l'établissement d'un organisme central et permanent dont la tâche devait être de coordonner les différents systèmes d'exploitation et de production afin que tous les peuples d'Europe obtiennent leur part indispensable du bénéfice colonial. En outre, Pierre Daye aimait à répéter qu'en fin de compte, les terres des vastes plaines d'Europe centrale intéressaient bien davantage l'Allemagne que l'Afrique d'où elle avait été exclue au lendemain de la Première Guerre mondiale. La Belgique collaborationniste, et elle seule, pouvait donc toujours prétendre traiter les affaires africaines du pays: «On a peut-être un peu galvaudé le mot nouveau 'd'Eurafrrique'. N'empêche qu'il résume assez bien une réalité dans laquelle nous avons l'espoir de voir un jour nos compatriotes jouer le rôle de premier plan pour lequel, en un court espace de cinquante ans de vie coloniale, ils se sont montrés tout à fait dignes»³⁹.

III. Conclusion

Ce rapide aperçu du thème eurafricain au cours de la Seconde Guerre mondiale témoigne de l'intérêt suscité par ce projet à cette époque. Certes l'idée d'Eurafrrique n'était pas une nouveauté idéologique mais aux yeux des tenants de la victoire finale

37 J.M. CHEVALIER, «Les Belges au Congo», in *Le Soir*, 11-12.VII.1942, p. 4.

38 J. STREEEL, «Le destin de l'Empire», in *Le Pays réel*, 26.III.1942, p. 1.

39 P. DAYE, «Du sort des colonies. L'appropriation de l'Afrique», in *Le Nouveau Journal*, 3.IV.1942, p. 3.

allemande, l'Europe unie apparaissait enfin assez rapidement réalisable. Ainsi, après des années de vains discours tenant souvent plus de l'utopie et de l'adjuration que du réalisme politique, la réorganisation nouvelle du continent semblait une fois pour toutes en voie de réalisation. D'ailleurs, les forces de l'Axe ne promettaient-elles pas de s'attacher à ce prétendu objectif ultime du conflit? L'occasion semblait inespérée. Aussi le thème européen fit-il rapidement office de faire-valoir commode pour les collaborationnistes qui n'hésitèrent pas à user de cet argument pour justifier leur attitude. L'idée d'Eurafrrique profita fort logiquement de ce même courant européiste et fut d'autant plus débattue en Belgique que certaines élites du pays attachaient une très grande importance au domaine colonial national. La dimension africaine du pays constituait, soutenait-on alors, le moyen le plus sûr et le plus juste d'occuper, dans cette Europe organique en devenir, une position avantageuse momentanément compromise. La Belgique coloniale se savait désirable et on n'hésita jamais à tirer profit de cette situation, tant à Londres vis-à-vis des Alliés qu'à Bruxelles auprès des géopoliticiens du *Reich*. De là l'enjeu stratégique majeur dont le Congo fut l'objet de toutes parts.

On le voit, la Deuxième Guerre mondiale constitue une période-charnière extrêmement importante dans l'évolution du débat eurafricain. Le caractère assez vague et surtout polymorphe du concept d'Eurafrrique lui permit en effet de s'adapter en même temps aux diverses situations coloniales nationales. Ce projet fut défendu tout à la fois en Allemagne, en Italie, en Belgique et en France, même si, inconsciemment ou non, chacun y mettait en fin de compte ce qu'il voulait bien y voir. Mais le recul progressif des forces de l'Axe sur le front nord-africain et l'amère désillusion sur le front russe rendirent l'idée d'une Eurafrique italo-allemande caduque. A la Libération, celle-ci n'était déjà plus qu'un obscur souvenir, un projet avorté. Souvent discrédité et momentanément tenu sous le boisseau au sortir de la guerre, le concept d'Eurafrrique allait pourtant connaître un regain d'intérêt au début des années cinquante, s'inscrivant à nouveau dans les débats relatifs au processus effectif d'intégration européenne. Le projet eurafricain, certes marginal mais néanmoins persistant, allait alors parfois accompagner la recherche d'une «troisième voie» pour l'Europe à venir, ébauchée à l'aune des deux Grands, les Etats-Unis et l'URSS. L'enjeu eurafricain prendrait désormais place dans un contexte international tendu de guerre froide et de décolonisation progressive qui seule mettrait définitivement un terme à ce projet.

*ETIENNE DESCHAMPS est licencié en histoire et diplômé de l'Institut d'Etudes européennes de l'Université catholique de Louvain (Louvain-la-Neuve). Chercheur à l'Institut universitaire européen de Florence, il prépare une thèse de doctorat consacrée à l'histoire de l'idée d'Eurafrrique et à la politique coloniale de la Belgique dans le cadre du processus d'intégration européenne (1930-1960).